

## **Élections européennes – 10 Tests de la FSESP**

### **Votons pour orienter les politiques européennes !**

L'eau, l'énergie, les soins de santé, les services sociaux, la garde des personnes à charge, l'éducation, la recherche, la culture, l'information, le transport sont autant d'infrastructures et de services publics essentiels. Les citoyens, les collectivités ainsi que les entreprises doivent pouvoir compter sur des administrations et des services publics efficaces. L'Union européenne doit reconnaître le rôle vital de ces services afin que les citoyens puissent exercer leurs droits fondamentaux.

Pour la FSESP, l'élargissement de l'Europe est une étape historique dans la construction européenne. Il permettra la consolidation de la paix, de la stabilité et de la prospérité en Europe. Mais il signifie également que l'Union européenne, a fortiori maintenant qu'elle a été élargie, ne peut se réduire à un marché intérieur.

La quête d'une Union européenne sociale qui assure de bons emplois, la démocratie, le respect des droits syndicaux et des droits des travailleurs, un environnement sans discrimination, l'égalité des chances et de meilleures conditions d'existence pour tous reste une priorité politique.

La FSESP et ses organisations affiliées vont mobiliser leurs membres pour qu'ils participent aux élections européennes et elles vont analyser les programmes électoraux des partis politiques du point de vue de leur attachement à une Europe sociale, démocratique et ouverte, à des services publics de qualité et aux services d'intérêt général **en les rapprochant des 10 tests qui suivent :**

1. Stratégie de Lisbonne : assurer une mise en œuvre équilibrée en accordant une plus grande attention à l'inclusion sociale et à la création d'emplois par le biais des services publics et dans ceux-ci.
2. L'Union européenne élargie : prendre des mesures visant à mettre en œuvre l'acquis social dans les nouveaux Etats membres ; favoriser la coopération administrative à travers des programmes de formation et d'information impliquant les partenaires sociaux aux niveaux européen et national ; étendre le champ de la directive sur l'information des travailleurs et les droits de consultation pour qu'elle couvre explicitement les travailleurs de l'administration publique.
3. Services d'intérêt général : instauration d'urgence d'un cadre juridique pour les services d'intérêt général. Rechercher des garanties pour les services publics essentiels afin que les citoyens puissent exercer leurs droits fondamentaux. Confirmer le droit à l'autonomie administrative concernant l'organisation des services publics.
4. Conférence intergouvernementale : exiger un traité constitutionnel démocratique et social et susceptible de permettre la réglementation des services d'intérêt économique général sous l'angle de la cohésion économique, sociale et territoriale.
5. Directive sur le temps de travail : pas de dérogations à titre individuel, uniquement par le biais de la négociation; réclamer l'application des arrêts de la Cour européenne de justice relatifs aux astreintes.
6. Pacte de croissance et de stabilité : promouvoir la croissance économique durable par le biais d'un investissement accru dans les infrastructures et services publics.

7. Migration : améliorer la position des travailleurs migrants et des minorités ethniques sur le marché de l'emploi grâce à une promotion active de l'intégration et à la lutte contre le racisme s'appuyant sur des mesures législatives et contractuelles. Faire connaître et encourager les politiques de meilleures pratiques.

8. Travail intérimaire : adoption d'une directive.

9. Égalité hommes-femmes : prendre des mesures en vue de multiplier les perspectives d'emploi pour les femmes et réduire l'écart de salaires entre les femmes et les hommes. Prendre en compte du problème des bas salaires des femmes dans le secteur public.

10. Pensions : veiller à ce que les réformes des pensions répondent à l'objectif européen d'assurer une pension adéquate à tous et à ce que les organisations syndicales soient dûment consultées sur ces réformes.